

Unité départementale de l'Oise  
283, rue de Clermont  
ZA de la Vatine  
60000 Beauvais

Beauvais, le 27/09/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **VEOLIA RECYCLAGE VALORISATION HAUTS DE FRANCE**

Mont César  
au gril  
60930 Bailleul-Sur-Thérain

Références : IC-R/0387/24-MV/VM  
Code AIOT : 0005106751

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2024 dans l'établissement VEOLIA RECYCLAGE VALORISATION HAUTS DE FRANCE implanté LE MONT CESAR 60930 Bailleul-sur-Thérain. L'inspection a été annoncée le 06/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a porté sur les prescriptions des arrêtés de mise en demeure du 20 août 2020 et du 12 avril 2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VEOLIA RECYCLAGE VALORISATION HAUTS DE FRANCE
- LE MONT CESAR 60930 Bailleul-sur-Thérain

- Code AIOT : 0005106751
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VEOLIA PROPLETE NORD NORMANDIE exploite, sur le territoire de la commune de Bailleul-sur-Therain, des installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux. Ces installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 17 mai 2011. Les installations soumises à autorisation sont:

- un stockage d'amiante liée pour une quantité maximale de 20 tonnes ou 20m3;
- une installation de broyage de palettes de capacité maximale de 12t/j (ou 3000t/an)

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Protection contre la foudre	AP de Mise en Demeure du 12/04/2024, article 1	Sans objet
2	réserve et bouche incendie	AP de Mise en Demeure du 20/08/2020, article 1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que l'exploitant respecte les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 avril 2024 et de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20 août 2020. Il est donc proposé à Madame la Préfète l'abrogation de ces deux arrêtés.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Protection contre la foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 12/04/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société VEOLIA PROPRETE NORD NORMANDIE sise à Bailleul sur Thérain (60930), est mise en demeure de respecter, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 7.1.4 de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 17 mai 2011 susvisé en réalisant un contrôle foudre de ses installations se basant sur une étude foudre totalement finalisée et attestant du bon état des protections contre la foudre mises en place
<b>Constats :</b>  L'exploitant a actualisé l'ARF et l'étude technique foudre de ses installations . Il a transmis à l'inspection ces documents réalisés par l'APAVE le 3 avril 2024.  Les niveaux de protection requis pour le bâtiment tri et transfert sont :

- mettre en place un système de protection foudre de niveau III pour l'installation extérieure ;
- mettre en place un niveau de protection foudre de niveau I pour l'installation intérieure sur les services de puissance ;
- lier la charpente métallique à la terre.

Pour les bâtiments bureaux il n'y a pas de protections requises mais en cas de maintien du paratonnerre existant il est demandé sa mise en conformité. L'exploitant a maintenu ce paratonnerre en place.

L'exploitant a fait réaliser les travaux par l'entreprise Pouyet Paratonnerres et une attestation de travaux du 7 août 2024 reprenant la mise en place d'un paratonnerre, la réalisation de 3 descentes, la liaison équipotentielle des masses métalliques en toiture, la mise en place de deux compteurs foudre, la réalisation de 3 prises de terre et la fourniture et la pose d'un parafoudre de type 1 au TGBT du bâtiment tri a été transmise à l'inspection.

Un modèle de carnet de bord est présent en annexe de l'étude technique et l'exploitant a également transmis à l'inspection une consigne spécifique pour la vérification du compteur de coup de foudre. Cette dernière définit un contrôle visuel mensuel et après chaque épisode orageux.

Lors de la visite d'inspection il a été constaté la présence des paratonnerres, des descentes et des compteurs.

Il est proposé à Madame la Préfète d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 avril 2024.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Observation:** Il est rappelé à l'exploitant que les protections installées doivent faire l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent distinct de l'installateur au plus tard 6 mois après leur installation, soit avant le 7 février 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 2 : réserve et bouche incendie**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 20/08/2020, article 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, réserve et bouche incendie

#### **Prescription contrôlée :**

La société VEOLIA PROPRETE NORD NORMANDIE exploitant une installation de transit de déchets dangereux sur la commune de Bailleul-Sur-Thérain est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.1 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, en procédant à la mise en place d'une bouche incendie alimentée par un réseau public ou privé.

#### **Constats :**

Une visite d'inspection reprenant les prescriptions de la mise en demeure du 20 août 2020 a été réalisée sur le site le 1<sup>er</sup> décembre 2021. Cette dernière a permis de constater que :

*"L'exploitant s'est rapproché du SDIS pour définir les moyens les plus adaptés à mettre en place ainsi que leur localisation. Il a ainsi mis en place 4 cannes d'aspiration de diamètre 100 mm permettant de pomper l'eau dans le bassin de 5500 m<sup>3</sup>. L'aire d'aspiration a été délocalisée à environ 50 mètres du stockage des déchets pour s'éloigner d'éventuels flux thermiques. Le chemin d'accès a été modifié pour faciliter le passage des engins. Un PV de réception délivré par le SDIS du 27 octobre 2021 atteste, après réalisation d'essais (inscrits sous le numéro d'ordre RES01), du bon fonctionnement du dispositif. Le surpresseur intégré à l'équipement du SDIS est suffisant pour produire le débit suffisant"*

Il est donc proposé à Madame la Préfète d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20 août 2020.

**Type de suites proposées :** Sans suite